



Dans Pour la dignité, Vincent Gay s'arrête minutieusement sur deux années de conflits sociaux dans les usines Citroën et Talbot de la région parisienne. Cette monographie croisée entre plusieurs usines ne se réduit pour autant pas seulement à décrire et raconter la vie dans les ateliers, les formes de mobilisations, les répertoires d'action des grévistes et des anti-grévistes... L'ouvrage joue en effet sur des jeux d'échelles pour comprendre comment des conflits d'usine se répercutent jusqu'aux sommets de l'État, et comment ils mêlent des enjeux de travail, industriels et d'immigration.

Au croisement de ces enjeux, le début des années 1980, particulièrement à travers les conflits étudiés, apparaît comme un tournant, un moment de redéfinition de la question ouvrière et de l'immigration, augurant des changements plus profonds en termes de lecture du monde social. La dissociation qui se fait alors jour entre la figure de l'ouvrier et celle de l'immigré ouvre la porte à une invisibilisation des conditions sociales touchant les populations issues de l'immigration, donnant d'autant plus de force aux lectures culturalistes et racistes ; la question de l'Islam dans ces conflits constitue une des formes d'un tel phénomène, aux résonances fortes dans la période contemporaine.

Mais le livre ne se limite pas à ces dimensions. Il interroge plus particulièrement la capacité d'agir d'ouvriers immigrés qui constituent, particulièrement dans les usines étudiées, un groupe très dominé et qui pourtant vont faire preuve d'un esprit de résistance et d'insubordination qui effraie tant les directions des entreprises que les responsables politiques. Il s'agit aussi à travers des histoires de grèves, de présenter une autre facette des années 1980 que celle largement admise d'une décennie de renoncement et de reflux des luttes sociales.

Si ce reflux est indéniable, il ne saurait en effet totalement effacer des épisodes tels que ceux relatés dans Pour la dignité, qui montrent la façon dont les dynamiques collectives

peuvent mettre en péril des ordres sociaux paraissant pourtant solidement ancrés. En cela, s'il s'agit bien de conflits de crise, dans un contexte politique, économique et industriel bien précis, les mobilisations des ouvriers immigrés de l'automobile au début des années 1980 parlent pour aujourd'hui et incarnent, parmi d'autres expériences, la capacité des groupes dominés à rendre au présent et au futur leur couleur d'espoir.

Nous publions ici l'introduction et la conclusion de l'ouvrage.

Introduction

« C'était super, c'était bien. J'ai vécu deux ans les meilleurs de ma vie. Ces années-là, huit mois avant 82, jusqu'à 84, c'étaient les meilleures années de ma vie. C'était bien[1]. »

Revenant sur sa trajectoire militante, un ancien ouvrier immigré de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois évoque avec enthousiasme une période qui débute avec sa découverte du militantisme syndical et se clôt après des grèves contre des licenciements collectifs. Rétrospectivement, il ne subsiste pourtant de ces années 1980 que la fin des espérances des décennies précédentes et, concernant l'histoire ouvrière, l'image d'une désindustrialisation galopante qui fera bientôt disparaître les ouvriers des préoccupations médiatiques et politiques. Comment alors comprendre que pour ce travailleur ce moment soit remémoré comme les plus belles années de sa vie ? C'est, entre autres, à l'élucidation d'un tel mystère qu'est consacré ce livre, centré sur deux années de conflits sociaux dans les usines Citroën et Talbot dans lesquels les ouvriers immigrés jouèrent un rôle prépondérant. *Pour la dignité* ; c'est sous ce vocable que sont souvent évoqués ces conflits, à partir de ce qui constitue un fil rouge pour les ouvriers immigrés mobilisés, une exigence première, qui cristallise, au-delà même de leurs conditions de travail, une dimension existentielle de leur condition sociale, de leur être immigré en France.

Concentrer une étude sur seulement deux années peut sembler à première vue insuffisant pour saisir des phénomènes de longue durée tels que les évolutions de la place de l'immigration dans le monde ouvrier, les restructurations industrielles ou les transformations du travail non qualifié. En restreignant l'échelle temporelle, on verra à quel point le début des années 1980 constitue un moment charnière, tant du point de vue de l'histoire du travail que de celle de l'immigration. En effet, les mobilisations des ouvriers immigrés des usines Citroën et Talbot surviennent à un moment où, dans de nombreuses industries, les directions d'entreprise cherchent à se débarrasser de la main-d'œuvre la moins qualifiée, au premier rang de laquelle on trouve les travailleurs immigrés, ferments du développement industriel hexagonal après la Seconde Guerre mondiale. Alors que la crise économique s'installe, que les restructurations font l'objet d'une certaine attention politique[2] et touchent particulièrement les immigrés, la mobilisation de ces derniers leur permet d'occuper une place nouvelle dans leurs usines en développant une capacité d'agir et en intégrant les organisations du mouvement ouvrier. La menace des restructurations et des licenciements, bien réelle, ne peut donc résumer cette période, pas plus qu'elle n'est le seul aspect qui cristallise la révolte des ouvriers immigrés.

Considérer le temps court invite donc ici à comprendre comment, en quelques mois, se condensent des enjeux de long terme, à la fois propres aux usines Citroën et Talbot et

révélateurs des changements à l'œuvre dans l'industrie de masse de la période de croissance d'après-guerre. Les conflits des années 1982-1984 peuvent en effet être appréhendés comme l'aboutissement des Trente Glorieuses en même temps que leur mise en critique et la manifestation de leur crise. Durant cette période, des ouvriers immigrés qui étaient voués à travailler plus ou moins brièvement dans les usines françaises ont accumulé de longues années de travail. Marquées par de très faibles évolutions professionnelles et salariales, ces carrières longues produisent des formes de socialisation et de politisation à l'usine. Dans cette configuration, et face à un autoritarisme usinier qui perdure, les tensions s'exacerbent au début des années 1980. Cette période ne peut alors pas être perçue seulement comme le moment où s'enclenche le devenir inéluctable qui pèse sur les ouvriers peu qualifiés, c'est également le temps de la résistance, de ce qui s'exprime comme capacité de « défatalisation », en donnant à voir des possibles inachevés, des révoltes inabouties. Enquêter sur l'événement que constituent ces grèves d'ouvriers immigrés tend alors à « rendre au passé l'incertitude de l'avenir[3] ».

Le premier temps de la séquence étudiée illustre une critique en actes de modes particuliers de régulation des relations sociales industrielles, un paternalisme autoritaire fortement contesté à partir de 1982. Au-delà de l'analyse du fait gréviste lui-même, des pratiques qui se déploient alors, des questions posées au syndicalisme, c'est donc bien la façon dont s'effectue la remise en cause d'un ordre usinier qui est au cœur de cette étude, remise en cause qui puise dans les attentes morales et matérielles des ouvriers spécialisés (OS) immigrés. En cela, l'analyse des conflits vaut autant pour elle-même que par la mise en lumière de la réalité d'un ordre patronal stable depuis de longues années et qui vacille alors. Or, si cet ordre est de nature semblable à celui qui règne dans d'autres usines (Rouxel, 2018), ce qui en fait la particularité tient à la composition socio-ethnique de la main-d'œuvre. En effet, dans les usines Citroën et Talbot de la région parisienne, la nature des relations sociales est liée au poids essentiel des immigrés dans les ateliers. Depuis leur recrutement dans les années 1960 jusqu'aux années 1980, leur présence massive oriente de façon particulière l'organisation du travail, les relations sociales, les carrières professionnelles et par la suite la gestion des restructurations industrielles.

En outre, en s'intéressant aux formes, aux logiques et aux pratiques de l'engagement d'ouvriers immigrés, ce livre souhaite décroiser des approches parfois séparées dans les sciences sociales : sociologie des grèves, des mouvements sociaux et du syndicalisme (Sawicki & Siméant, 2009 ; Giraud, 2009 b ; Bérout, 2015), sociologie du travail, de l'immigration, de l'État... De ce point de vue, les conflits étudiés invitent à circuler entre différentes échelles. L'étude concomitante des pratiques des ouvriers, des logiques syndicales et des formes d'organisation collective, comme autant de modalités d'une politique contestataire en usine, doivent être mises en regard des actes des autres protagonistes de cette séquence : les autres salariés, les directions d'usine ou encore les acteurs politiques et étatiques. L'entrée massive et rapide d'ouvriers immigrés dans le syndicalisme et leur participation aux conflits sociaux interpellent ces différents acteurs, dont les actes viennent en retour influencer sur les pratiques contestataires.

Les conflits seront donc étudiés à travers leurs dynamiques internes (répertoires d'action, activités syndicales, etc.) et externes, en les resituant dans un contexte industriel, social et politique propre aux années 1980. On pourra alors mesurer les dynamiques des conflits et les logiques d'entraînement qui en assurent le développement dans la durée : comment un différend entre directions d'entreprise et syndicats ouvre-t-il la voie à une période prolongée de conflits ? Comment l'expérience de la grève constitue-t-elle un passage ou un point d'entrée vers l'élargissement des répertoires d'action, mais également des formes de

politisation ? Ou encore, comment s'opère le passage de mouvements offensifs (pour de nouveaux droits, des augmentations de salaire, etc.) vers des conflits défensifs (contre des licenciements économiques) ? Quelles sont alors les questions posées au syndicalisme ? Enfin, comment l'analyse des conflits d'usine constitue-t-elle une entrée pour décrypter les évolutions du contexte politique et idéologique concernant le monde ouvrier et l'immigration dans les années 1980 ?

En prenant comme point de départ l'analyse des relations sociales qui encadrent les ouvriers immigrés dans les entreprises étudiées, on verra donc comment celles-ci sont contestées, ouvrant vers un déploiement de discours et de pratiques ouvrières, qui trouvent leurs limites dans le contexte économique, industriel et politique. Au cœur de ces dynamiques, la place des immigrés (dans les usines, dans la classe ouvrière, dans les grèves, dans le syndicalisme, dans les restructurations industrielles) constitue le fil rouge de cette étude.

Cet ouvrage, tiré d'une thèse au croisement de la sociologie et de l'histoire, s'appuie essentiellement sur l'exploration d'archives de nature diverse, dont on trouvera la description en annexe, et sur une récolte d'entretiens menés avec d'anciens salariés des usines étudiées ainsi que des syndicalistes, des membres de l'administration en charge de l'immigration et des questions industrielles ou encore des hommes ou des femmes politiques ayant eu à traiter des situations évoquées dans le livre. La plupart des entretiens ont été anonymisés, sauf lorsqu'il s'agit de personnages publics, par exemple dans le cas d'anciens élus et responsables politiques, de syndicalistes dont les noms sont évoqués par la presse, ou encore s'ils ont écrit des livres ; ils sont présentés en annexe. Enfin, quelques ressources audiovisuelles ont également été utilisées.

La première partie précise l'intérêt d'étudier l'histoire des années 1980, tant concernant le travail, l'immigration, les conflits sociaux que la politique gouvernementale et étatique (chapitre 1). Elle revient également sur l'histoire des entreprises, leurs modes de commandement (chapitre 2) et sur l'encadrement des ouvriers immigrés (chapitre 3).

La deuxième partie analyse les grèves et les conflits sociaux dans les usines Citroën et Talbot entre 1982 et 1984, en distinguant trois phases : les grèves inaugurales du printemps 1982 (chapitre 4), l'installation dans la durée de la conflictualité sociale (chapitre 5), puis ses évolutions dès lors que la question de l'emploi devient un enjeu de premier plan (chapitre 6).

La troisième partie évoque de manière plus détaillée les questionnements liés aux pratiques syndicales et aux conflits d'usine. Pris dans un étau de contraintes jusqu'en 1982, le syndicalisme se développe alors rapidement grâce aux ouvriers immigrés, non sans susciter interrogations et polémiques (chapitre 7). La dignité, qui apparaît comme une dimension centrale des conflits, est l'objet d'usages variés à partir de 1982 (chapitre 8). Enfin, ce sont les pratiques violentes, envisagées comme l'une des modalités de gestion des relations sociales dans ces entreprises, mais également comme une manifestation des transformations ayant cours à partir de 1982, qui recueillent notre attention (chapitre 9).

La quatrième et dernière partie s'éloigne des ateliers pour interroger d'abord la place des ouvriers immigrés dans les transformations du travail. Le fatalisme socio-industriel qui fait des OS immigrés des inemployables et des surnuméraires doit alors être mis en perspective vis-à-vis de leurs parcours, des mutations industrielles et de l'entrée en crise de systèmes sociaux qui structuraient jusqu'alors la vie dans les usines (chapitre 10). Un des effets de cette situation concerne les politiques mises en œuvre pour faire face aux licenciements

des ouvriers immigrés. L'aide au retour de ces derniers dans leurs pays d'origine apparaît alors comme un révélateur des impasses de ces politiques. Elle met également au jour les rapports de force entre les entreprises et le gouvernement, et entre l'État français et les États d'émigration (chapitre 11). Enfin, alors que les ouvriers immigrés sont soumis depuis leur recrutement à des processus d'altérisation, ceux-ci évoluent et sont reconfigurés par leur participation aux grèves. Le dernier chapitre aborde alors le prisme religieux de la lecture des conflits et les inquiétudes suscitées par une supposée influence musulmane venant expliquer l'appétence pour la conflictualité des ouvriers immigrés (chapitre 12).

Conclusion

Juillet 2012, quelques semaines à peine après l'élection de François Hollande, la direction de PSA annonce la fermeture de son site d'Aulnay-sous-Bois. Du 16 janvier au 17 mai 2013, une grève donne une nouvelle occasion de constater la combativité ouvrière, qui s'exprime le dos au mur^[4]. L'usine ferme cependant, tandis que celle de Poissy reste le dernier grand site de production de PSA en région parisienne.

Les quelques mois dont il a été question dans ce livre constituent-ils seulement un épisode relativement oublié de la lutte des classes et de l'histoire des immigrés en France que l'on s'est employé à faire revivre ? S'agit-il simplement d'une page d'histoire sociale des années 1980, spécifique aux entreprises étudiées ?

Au-delà des histoires particulières de Citroën et de Simca-Talbot et du rôle qu'y a joué le syndicalisme indépendant, les systèmes sociaux à l'œuvre et les formes d'encadrement des travailleurs immigrés constituent plus une systématisation de pratiques déployées dans d'autres entreprises qu'une anomalie. La plupart des grèves menées par des ouvriers immigrés après mai-juin 1968 mettent en lumière des phénomènes semblables.

Par la suite, les usines d'Aulnay-sous-Bois et de Poissy ont connu de nombreuses mutations, une baisse quasi continue de leurs effectifs et des évolutions de la vie syndicale. À Poissy, le syndicalisme indépendant a complètement disparu en 1999 en se dissolvant dans Force ouvrière (FO), tandis qu'à Aulnay, le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA) a prolongé les expériences de la Confédération française du travail (CFT) et de la Confédération des syndicats libres (CSL), tout en marquant quelques ruptures avec l'histoire de ce courant syndical.

Dans les années 2000, accompagnant une relance de l'embauche et l'arrivée de nouvelles générations ouvrières, les équipes syndicales se sont renouvelées dans les deux usines, particulièrement à Aulnay-sous-Bois, à la suite des grèves de 2005 (conflit de dix jours pour le paiement intégral des jours de chômage technique, revendications satisfaites en grande partie) et de 2007 (conflit de six semaines pour l'augmentation des salaires de 300 euros, la transformation des 700 intérimaires en contrats à durée indéterminée et la retraite à 55 ans, revendications non satisfaites).

Ces jeunes ouvriers sont pour une partie d'entre eux issus des quartiers populaires d'Aulnay-sous-Bois et de Poissy et des villes environnantes et ont souvent connu l'intérim avant d'être embauchés définitivement. À Aulnay, durant la grève de 2013, ils font face à ce que les plus anciens décrivent comme un retour des méthodes des années 1980 : présence massive de cadres venus de plusieurs usines quadrillant les ateliers, vigiles privés sur les parkings, mises à pied et menaces de licenciement, discours sur la violence des

grévistes repris par les organisations syndicales opposées à la grève et par certains journalistes.

À Poissy également, la répression syndicale est d'une actualité brûlante : en 2017, neuf ouvriers sont attaqués en justice par PSA pour une séquestration supposée – selon eux, une entrevue de dix-sept minutes dans le bureau d'un chef d'équipe – et condamnés à cinq mois de prison avec sursis, et six mois pour le secrétaire de la CGT de l'usine. Aux côtés de celles touchant les salariés de Goodyear, d'Air France et de bien d'autres entreprises, ces condamnations allongent la liste des recours à la justice pour affronter les contestations du monde du travail.

La répression syndicale n'est pas le seul élément de continuité entre les années 1980 et la période contemporaine. Le mouvement de restructuration qui s'amorce au début des années 1980 dans l'industrie automobile n'a fait que se poursuivre. Plus généralement, la désindustrialisation a franchi de nouveaux paliers à partir de la crise de 2008, avec une disparition annuelle de 200 à 300 sites industriels, entraînant des milliers de destructions d'emplois, sans que les pouvoirs politiques n'affrontent réellement cette réalité ni que le droit du travail constitue une protection efficace contre les licenciements (Kerbouc'h, 2007).

Mais si ces phénomènes sont plus ou moins bien connus, et connaissent une certaine publicité, ce qu'on a voulu montrer ici, ce sont également les capacités de résistance et de contestation de la domination, notamment de la « domination rapprochée » caractérisée par des relations qui s'exercent « dans le face-à-face » mais sont prises dans un contexte social « qui contribue fortement à [...] imposer ses lois et [...] nourrit le différentiel d'autorité et de ressources existant entre les protagonistes » (Memmi, 2008, p. 37). En cela, malgré des limites inhérentes au contexte industriel et aux rapports de force plus généraux, ce que l'on qualifie, à l'image d'autres conflits, de grèves d'émancipation (Hassenteufel, 1912) situent les questions de salaires, de reconnaissance, de refus de la déqualification comme points de rencontre entre aspirations individuelles et collectives.

L'exigence de dignité – qui ressurgit fréquemment dans les conflits du travail et dans les luttes de l'immigration – synthétise ces aspirations et inscrit les conflits des années 1980 dans l'histoire antérieure et postérieure des luttes et des rêves des classes dominées (Zancarini-Fournel, 2016). On retrouve ces dimensions portées par des salariés subalternes, souvent immigrés et / ou racialisés, dans la période contemporaine. Par exemple, fin 2017, une centaine d'agents de nettoyage du groupe Onet, travaillant dans les gares de la SNCF, entament une grève de quarante-cinq jours, à l'issue de laquelle ils voient l'essentiel de leurs revendications satisfaites (augmentation de la prime de repas, suppression de la clause de mobilité, rattachement des agents de nettoyage à la convention collective de la manutention ferroviaire, etc.)[\[5\]](#).

En 2018, ce sont soixante-dix femmes de ménage de l'hôtel de luxe Park Hyatt Vendôme qui, au bout de quatre-vingt-sept jours de grève, obtiennent gain de cause sur une grande partie de leurs demandes (statut collectif largement supérieur aux *minima* conventionnels de l'hôtellerie et de la propreté, transférable en cas de changement de prestataire ; représentants du personnel pour les salariés de la sous-traitance ; alignement des salaires de l'hôtel sur les salaires les plus élevés du groupe, etc.)[\[6\]](#). En juillet 2019, une nouvelle grève longue de femmes racisées débute à l'hôtel Ibis des Batignolles, contre la sous-traitance hôtelière[\[7\]](#).

Dans chaque cas, exigence de dignité et demande de reconnaissance (du travail invisible,

de la qualité du travail accompli, etc.) se mêlent et s'expriment. C'est le cas également du combat juridique mené dans les années 2010 par des cheminots marocains contre la SNCF, qu'ils accusent de discrimination liée à leur nationalité après des carrières passées sous statut d'auxiliaires contractuels et non de cadres permanents (Chappe & Keyhani, 2018).

Ces conflits, présents ou plus anciens, dessinent aussi des enjeux renouvelés pour le syndicalisme : comment organiser les salariés les moins stables, les moins visibles et ceux victimes de discriminations ? Alors que dans les années 1980 les questions autour du racisme se focalisent beaucoup sur la situation des jeunes héritiers de l'immigration et sur les marches contre le racisme, il s'agit d'un phénomène structurel dans les usines où travaillent les ouvriers spécialisés immigrés, sans pour autant que ces discriminations racistes au travail soient énoncées comme telles. Si celles-ci sont aujourd'hui nommées, le travail syndical est encore assez récent en la matière[8], alors que surgissent de nouvelles polémiques, dont les prémices apparaissent dans les années 1980, concernant la neutralité religieuse en entreprise.

Plus généralement, la séquence étudiée révèle des phénomènes sociaux, industriels, politiques et économiques dont le poids se fait toujours sentir : transformation de l'appareil productif et introduction de nouvelles organisations du travail, permanence du chômage de masse, « effritement de la condition salariale » (Castel, 1995, 2002, p. 621) à travers la déstabilisation des collectifs de travail, adaptation de la gauche gouvernementale aux logiques libérales, succès du Front national, politiques d'immigration et altérisation des populations issues de l'immigration...

L'ensemble de ces éléments contribue à transformer les lectures du monde social. Si, au début des années 1980, les immigrés peuvent encore s'affirmer comme travailleurs, on voit aussi comment les discours publics contribuent à déconstruire ces identités liées au monde du travail, à scinder les questions d'immigration et de travail, tandis que désormais de nombreux débats publics touchent aux supposées menaces sur l'emploi que ferait peser la présence immigrée et / ou de personnes racisées, laissant dans l'ombre les phénomènes bien réels d'exploitation, de difficulté d'accès à l'emploi ou de mépris social au travail pour les immigrés et leurs descendants[9].

En cela, le début des années 1980 constitue un moment particulier de l'histoire politique de l'immigration, voire un tournant symbolique. Alors que la Marche pour l'égalité et contre le racisme attire soutiens médiatiques et politiques, la cause des travailleurs immigrés est peu à peu isolée et disqualifiée, au moment où le gouvernement d'union de la gauche s'apprête à entamer une politique plus restrictive, tant du point de vue socio-économique que concernant l'immigration.

Enfin, et malgré cela, si la séquence étudiée s'achève sur l'échec des grèves face aux licenciements collectifs, l'ambition de cet ouvrage a peut-être surtout été de relater et d'analyser des événements et des pratiques qui rendent décelables d'autres possibles, permettant d'envisager les modes de domination non pas comme des phénomènes immuables, mais comme susceptibles d'être bravés, contestés et parfois battus en brèche. À l'instar d'Howard Zinn, on entend alors pratiquer l'histoire et la sociologie en « exhumer ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter » (Zinn, 2002, p. 16).

Notes

[1] Entretien avec Salim, avril 2012. Les entretiens ainsi que les autres sources et la démarche méthodologique de cette enquête sont présentés en annexe.

[2] C'est en 1982 qu'est créé le comité interministériel consacré à la restructuration industrielle.

[3] Raymond Aron cité par Dosse (2010, p. 751).

[4] Voir le film *Comme des lions*, de Françoise Davisse, sorti en 2016, et consacré à la grève de PSA-Aulnay.

[5] Voir notamment les articles de Mohammed Bensaber sur le Bondyblog, en ligne : www.bondyblog.fr.

[6] Communiqué de la CGT-Hôtels de prestige et économique, 22 décembre 2018.

[7] Tiziri Kandi, « [Hôtel Ibis des Batignolles : une grève emblématique des femmes de chambre](#) », *Contretemps*, 7 janvier 2020.

[8] Pour un aperçu des questionnements dans différents syndicats : à propos de *Solidaires*, voir Marucelli *et al.* (2018) ; à propos de la CGT, voir *Droit en liberté*, bulletin édité par le collectif confédéral Droits, Libertés et Actions juridiques, n° 76, avril 2016, ; et à propos de la CFDT, voir Poli & Braverman (2018).

[9] Voir notamment Jounin (2009), Puech (2006), Ibos (2008), Brinbaum & Issehnane (2015).